



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 98 - 13 juillet 1981 PRIX : 1 F



SÉNÉGAL

CORRUPTION:

SYMPTOME DE LA MALADIE

DE TOUTE LA SOCIÉTÉ

dans ce numéro

MALI : publicité en grande pompe...

TRIBALISME : nationalisme en miniature.

MAROC : répression sauvage.

SAHARA : la comédie de Hassan II à l'OUA

etc...etc...

VOIR LE SOMMAIRE AU VERSO

sommaire

PAGE 3, SENEGAL : trois nouveaux partis reconnus mais pas plus de démocratie

Page 4, MALI :
.Vie chère et corruption
.Publicité en grande pompe pour l'UDPM

PAGE 5, TRIBALISME : nationalisme en miniature

Page 7, MAROC : répression sauvage

PAGE 8, SAHARA : la comédie de Hassan II à l'OUA

Page 9, FRANCE : les ministres communistes rament pour Mitterrand

0

0

0

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an
-pli ouvert : 12 F
-pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :
écrire au journal

Adresser toute correspondance à :
Combat Ouvrier BP 145
75 023 Paris Cedex

en spécifiant :
"pour le PAT"
* * * *

Prière de régler les abonnements en timbres postaux

éditorial

SENEGAL
CORRUPTION : SYMPTOME DE LA MALADIE
DE TOUTE LA SOCIETE.

En fin juin, l'Assemblée Nationale a voté à l'unanimité un projet de lois sur l'enrichissement illicite. Il est désormais considéré comme un délit de posséder un patrimoine ou de mener un train de vie dont l'origine n'est pas prouvée.

Pour signifier qu'il s'agit des petits fonctionnaires qui reçoivent des pots de vin, et non pas des marchands et des capitalistes, la nouvelle loi prévoit que le corrompue qui porte plainte contre le corrompu ne sera pas puni. Jusque là quand une affaire de corruption était découverte, tant celui qui donne le pot de vin que celui qui le reçoit (le plus souvent le fonctionnaire) étaient punis. Dorénavant le corrompue pourra porter plainte ; et dans ce cas, seul celui qui reçoit l'argent sera puni.

Effectivement la corruption est un mal profondément ancré à tous les niveaux de la société africaine : du plus petit policier (comme le décrit un de nos articles sur le Mali) à l'employé de l'administration, jusqu'aux ministres. Même pour se faire soigner à l'hôpital il faut du "piston".

Les bourgeois n'ont bien sûr pas intérêt à ce que la corruption se répande dans toute la société. Le fait que les fonctionnaires soient aussi corruptibles, que l'ensemble de l'appareil d'Etat soit aussi peu fiable sclérose l'économie, gêne évidemment les bourgeois -qu'ils soient sénégalais ou français- et leurs représentants au sommet de l'Etat.

De temps en temps ils cherchent -ou font semblant de chercher- à lutter contre la corruption aux bas niveaux de l'appareil d'Etat. Plus haut, pas question. D'ailleurs, en admettant que la loi soit appliquée, qui oserait porter plainte contre un préfet ou un commissaire de police ?

Les Ministres qui, aujourd'hui, répandent des discours contre la corruption, sont eux-mêmes des corrompus. Combien d'entre eux refusent de signer les contrats avec les grands trusts pour les grands travaux ou pour accorder des monopoles...en échange de millions virés directement dans les banques suisses, ou plus simplement en échange de festins dans les grands hôtels lors des tournées à Paris ? Ils reçoivent les pots de vin d'une manière plus subtile, mais c'est la même chose que le policier qui se fait graisser la patte. Ils sont ministres parce que corrompus : ils ne risquent pas de faire plus que des discours ronflants contre la corruption.

Mais même s'ils voulaient réellement faire quelque chose ils ne le pourraient pas. Car la corruption n'est qu'un symptôme de la maladie de la société. Cette maladie c'est le fait que la majeure partie de la population vit dans une misère profonde pendant qu'une minorité ne sait pas quoi faire de sa fortune.

La corruption est un champignon qui pousse sur le fumier de la pauvreté et des inégalités énormes. Comme les dirigeants ne toucheront pas à ces maux ils ne peuvent pas lutter contre la corruption.

Il est impossible d'avoir des fonctionnaires qui ferment les yeux sur les injustices aussi criantes que celles de chez nous tout en étant des anges incorruptibles.

Si la loi qui vient d'être votée a des effets, ce sera d'obliger les fonctionnaires à recevoir les pots de vin...avec un peu plus de doigté.

SENEGAL

TROIS NOUVEAUX PARTIS RECONNUS MAIS PAS PLUS DE DEMOCRATIE

Il y a désormais 7 partis politiques reconnus officiellement au Sénégal. 3 nouveaux partis dont le RND (Rassemblement National Démocratique) de Cheikh Anta Diop, viennent d'être légalisés.

Le gouvernement d'Abdou Diouf a en effet modifié la constitution en supprimant l'article limitant à 4 le nombre de partis politiques au Sénégal.

A cette occasion, Cheikh Anta a fait une déclaration où il dit notamment que "cet évènement témoigne de la sagesse politique du peuple sénégalais (...). Seul un peuple qui s'est doté librement des institutions démocratiques de son choix est suffisamment motivé pour vaincre le sous-développement et l'oppression extérieure (...). Nous donnons acte au gouvernement sénégalais d'avoir compris cette nécessité en reconnaissant notre parti."

Voilà donc le RND qui lance des fleurs à Abdou Diouf qui était qualifié hier encore d'"anti-démocratique", d'"anti-populaire" etc.

Il a suffi que le gouvernement reconnaisse son parti pour qu'il devienne subitement un gouvernement respectant la "liberté du peuple". Tout compte fait, c'est Abdou Diouf qui retire les bénéfices politiques, car non seulement il reçoit des fleurs pour ses "vertus démocratiques", mais il pourrait aussi laminer l'aurole d'"opposition radicale" que s'était donné le RND qui, lorsqu'il était interdit, paraissait comme un parti différent de l'opposition sur mesure acceptée par Senghor.

Si Abdou Diouf autorise un peu plus de partis qu'avant, c'est tant mieux. Cela dit, il faut quand même se rendre compte que cette petite "démocratie" étriquée ne concerne qu'une toute petite fraction de la population.

Que peut signifier cette démocratie par exemple pour les petits paysans vivant dans les campagnes, en proie à la misère et à toutes sortes d'oppression ? Ceux-là, comme l'ensemble des couches pauvres du pays ne sont nullement concernés pour ce joujou réservé à un cercle restreint.

Mais la démocratie au sens de la participation de toute la population signifie bien autre chose que ce cinéma. Cela nécessite le renversement de toutes les structures sociales et de l'Etat lui-même.



CAMARADE, SI CE JOURNAL T'INTERESSE IL INTERESSERA PEUT ETRE AUSSI TES AMIS. FAIS-LE CIRCULER AUTOUR DE TOI.

EN DEHORS DE LA VENTE PAR NOS MILITANTS, TU PEUX L'AVOIR REGULIEREMENT EN T'ABONNANT.

Prochaine parution : septembre.

(Voir P.2)

MALI

VIE CHERE ET CORRUPTION

La population malienne vit actuellement une situation catastrophique.

Un sac de riz-brisure de 100 Kg vaut 30 000 F maliens (300 FF) ; le Kg de viande coûte 1 000 F maliens ; celui du sucre en poudre est vendu 700 FM. Quant au poisson, le prix est inabordable sur le marché de Dabanani : un poisson coûte de 3 à 6 000 FM, qu'il soit vendu par les commerçants ambulants ou non. Le litre d'essence coûte 450 FM à Bamako.

Alors qu'un manoeuvre gagne au maximum 1 000 FM (10 FF) par jour, et qu'un chauffeur de taxi en gagne dans les 30 000 par mois. Un électricien qualifié de son côté gagne 45 000 FM (450 FF) avec de l'ancienneté à la société "Manutention Africaine" à Bamako.

Cette cherté de la vie ne frappe pas tout le monde de la même manière. Car les riches commerçants de l'Avenue Mohamed V à Bamako ou les grands commerçants de l'Import-Export de Dabanani ou encore les riches industriels comme Sada Diallo, sans oublier les hauts fonctionnaires corrompus ne connaissent pas cette vie chère.

Ajoutons à ceux-là les policiers qui font payer des amendes mais ne délivrent aucun reçu, de même les gendarmes qui arrêtent les gens sans motif dans le seul but de rançonner les pauvres.

Bref la corruption est générale et la vie, chère.

o o o o o o o o o o

PUBLICITE EN GRANDE POMPE POUR L'UDPM

Au Mali, la situation politique est dominée par le renouvellement de la base du Parti. Cette campagne dure depuis avril 1981.

M a i s l'"U.D.P.M." (Union Démocratique du Peuple Malien), Parti Unique créé par les militaires et dirigé par eux, n'arrive nullement à avoir l'adhésion des masses.

En effet, au congrès extraordinaire de l'U.D.P.M., Moussa Traoré et ses amis ont constaté que malgré le tapage et la publicité faits en grande pompe à la radio, presque tout le monde se moque de l'existence de ce Parti. Seuls quelques dignitaires galonnés et civils, chefs d'arrondissements et commandants de cercles font semblant d'y prendre part.

C'est donc pour faire adhérer en masse la population que les militaires, semble-t-il, ont décidé d'organiser la campagne nommée "Campagne Electorale pour le Renouvellement de la Base du Parti." Pour ce renouvellement, ils envoient juges, chefs d'arrondissements et gardes dans tous les villages et obligent les paysans à prendre la carte du Parti. En même temps, ils élisent des bureaux locaux. Par la même occasion, cela permet de savoir qui est d'accord ou qui s'oppose à leur parti.

A la Radio Mali, un commandant a expliqué comment il faisait la campagne d'adhésion: "Tous les compatriotes conscients et conséquents, qui aiment leur pays, qui veulent s'associer aux décisions politiques, doivent adhérer à l'U.D.P.M. car c'est un parti démocratique..."

Cette campagne de renouvellement de l'U.D.P.M. ne sera qu'une occasion pour les dirigeants de Bamako de caser quelques-uns de leurs amis dans les postes de sinécure, comme les Secrétaires Généraux, Présidents de bureaux ou dans les postes de "Permanents" qui ne serviront à rien d'autre qu'à moucharder la population.

Notre président-Général-El Hadji Moussa Traoré, chef du gouvernement et Secrétaire Général de l'U.D.P.M. et ses amis corrompus ont bien essayé d'attirer la population avec leur histoire de parti mais cette dernière a apparemment autre chose à faire.

o o o

TRIBALISME : NATIONALISME EN MINIATURE

En moins de deux mois les affrontements ethniques ont fait près d'un millier de victimes au Ghana. Cela a commencé en fin avril dans une région à 300 km d'Accra entre les tribus Dogomba et Kokomba, à la suite du meurtre du fils d'un chef Dogomba par le fils d'un chef de l'autre tribu. 600 morts selon la presse. La police ne serait pas intervenue. Deux semaines plus tard d'autres incidents se sont produits non loin de là. Tout dernièrement (mi-juin) de nouveaux incidents ont fait une centaine de morts.

Tout d'abord il faut remarquer que ces affrontements n'ont pas que des causes internes aux ethnies concernées. Les meurtres ne sont en fait que des étincelles. Les causes profondes sont dans un problème de terres, suite à l'intervention de l'Etat Central (de la "société moderne" si on peut dire).

Le Ghana est un des pays les plus densément peuplé d'Afrique Noire. En construisant un barrage, l'Etat a créé un immense lac artificiel -le plus grand du monde selon certains puisqu'il mesure 400 km du Nord au Sud-. Cela a provoqué un déplacement forcé de villages entiers vers des terres appartenant à d'autres villages.

Derrière ces problèmes liés à la propriété de la terre il y a la responsabilité de l'Etat qui a lancé les grands travaux sans en prévenir les conséquences. Finalement cela va dans le même sens que la théorie du "Nourrissez-vous vous-mêmes" lancée par le Général Achéampong. Les populations spoliées de leurs terres devaient se débrouiller, sans toucher aux grandes propriétés des capitalistes bien évidemment.

Mais le fait que cela se soit terminé par un affrontement entre ethnies et non pas seulement un affrontement entre les populations concernées et la police, par exemple, ou entre propriétaires et paysans sans terres, ou encore entre paysans et grandes compagnies, est un signe de la vivacité des sentiments ethniques.

Quatre siècles après l'entrée du capitalisme en Afrique et 20 ans après les indépendances, le sentiment d'appartenir à une même nation n'a pas encore supplanté l'idée d'appartenir d'abord à une ethnie.

Cela n'est pas étonnant puisque d'une part les frontières ont été tracées artificiellement par les colonisateurs sans tenir compte des entités géographiques et humaines. Par exemple les mêmes ethnies se retrouvent au Ghana et au Togo voisin. D'autre part les chefs d'Etat et ministres ont souvent favorisé leur propre clientèle ethnique. Les uns comme les autres se sont appuyés sur les chefferies traditionnelles.

Oh bien sûr l'intégration nationale est plus grande en 1980 qu'en 1900. Le brassage a d'ailleurs coûté cher aux couches laborieuses : par exemple l'exode rural, une des causes du brassage, est lui-même dû à la paupérisation des campagnes. C'est souvent après des années et des années d'exploitation que les salariés des docks ou des usines font passer leur attache sociale avec la classe ouvrière avant leur attache à leur ethnie d'origine.

Mais même si cela est vrai pour toute la population citadine, cela ne fait que 20 ou 30 % de la population totale des pays africains. Chez les ruraux, c'est-à-dire la majorité de la population, le sentiment ethnique reste vivace. Cela entraîne la survivance de l'obscurantisme, des chefferies traditionnelles qui sont des parasites et des auxiliaires solides de l'ordre établi.

Les militants révolutionnaires pensent que l'ethnisme est quelque chose de dépassé. Et le fait qu'on puisse s'entretuer en son nom est un signe que l'ethnisme est néfaste, quelle que soit sa forme.

Il y a bien des gens qui déplorent que l'ethnisme survive mais pour regretter que le nationalisme soit en retard.

Le nationalisme au nom duquel certains pensent lutter contre l'ethnisme est aussi dépassé et néfaste. C'est au nom du nationalisme que la France et l'Allemagne se sont faites les guerres qui ont provoqué des millions de morts. Ailleurs c'est aussi au nom du nationalisme que les dirigeants cherchent à faire taire tous ceux qui luttent contre l'exploitation.

En ce vingtième siècle, aucune ethnie ne peut plus vivre sur elle-même, voire aucune nation non plus.

A supposer qu'une nation Ghanéenne, Malienne ou Sénégalaise puisse naître -ce que nous ne croyons pas, car le temps où on pouvait mettre sur pied une nation est révolu- qui peut croire qu'une telle nation pourra vivre sur elle-même? Les Etats Unis eux-mêmes ne le peuvent pas, du fait du caractère mondial de l'économie. Les injustices et la sauvagerie de la société capitaliste dite moderne, font que les ethnies ou d'autres vestiges du passé restent un refuge et même le cadre de reproduction sociale. Seules la suppression de cette société capitaliste, et la remise en question de tous les privilèges, pourront libérer les masses populaires de la tutelle des chefferies traditionnelles (ethniques ou religieuses).

C'est seulement une réorganisation de la société à l'échelle mondiale qui permettra de mettre fin aux inégalités entre pays riches et pays pauvres et qui permettra aux êtres humains de vivre convenablement, débarrassés de contraintes liées au passé, quelle que soit leur région d'origine.

Et si dans une telle société des gens veulent garder des particularités qui leur sont propres (culture, langue ...), libre à eux, mais ce ne sera certainement pas par opposition à leurs voisins.



MAROC: répression sauvage

Les 20 et 21 juin, la population marocaine a manifesté sa colère contre une augmentation de 85 à 100 % des prix des produits de première nécessité tels que la farine le lait, l'huile, etc...

A cela, le gouvernement de Hassan II a répondu par une répression féroce dont le bilan serait : plus de 700 ou 800 tués, des milliers de blessés par balles et des milliers d'arrestations. Plus de 500 personnes seraient déjà amenées devant les tribunaux. Et tous les journaux d'opposition sont interdits.

Chaque fois qu'il y a des manifestations de colère, c'est par les massacres que répond ce régime sanguinaire mis en place et soutenu par l'impérialisme français depuis 1956. Les révoltes des paysans contre les propriétaires fonciers et les grèves des ouvriers surexploités sont souvent sauvagement réprimées, comme dans le Rif en 1958. C'est donc par la terreur et la répression sanglante que le dictateur Hassan II veut empêcher toute forme d'opposition de s'exprimer. Les arrestations, les tortures et les assassinats font partie de ses méthodes de gouvernement. Le cas le plus connu des assassinats fut celui de Ben Barka en 1966.

Mais si le régime se maintient grâce à la répression, celle-ci n'est pas une solution aux causes sociales et économiques des révoltes. Comme la plupart des pays sous-développés, le Maroc dispose d'une seule ressource industrielle importante destinée à l'exportation : les phosphates dont les prix ont considérablement diminué pendant la crise économique actuelle. En 1971 la dette du Maroc envers les pays impérialistes passait de 5 milliards de Dirhams à 21,1 milliards. Et la guerre menée depuis six ans contre le Front Polisario ne fera qu'augmenter les difficultés économiques.

En effet, 40 % du budget sont consacrés rien qu'à l'armée. Le coût des achats d'armes est passé de 2,4 millions de dollars en 1975 à 89,1 millions en 1978. Ce qui a pour conséquence l'accroissement du déficit du budget et l'inflation. De même, sur le plan social, la misère de la population s'aggrave. Dans les campagnes, certains paysans sont ruinés, d'autres chassés de leurs terres par les propriétaires fonciers. Et c'est par milliers qu'ils viennent grossir les taudis et les rangs de chômeurs dans des villes comme Casablanca.

Les causes des émeutes récentes se trouvent donc dans les conditions de vie difficiles dues à l'exploitation capitaliste et particulièrement aggravées par l'effort de guerre du Sahara et la crise mondiale. Aussi longtemps que les populations continueront à vivre dans la misère, d'autres émeutes sont inévitables. Il y en a eu en 1965.

D'habitude la presse bourgeoise sait se montrer bavarde - et même hypocritement émue - dès qu'il se passe le moindre événement dans les pays de l'Est. Mais au sujet des derniers massacres au Maroc, elle a parlé brièvement - comme en passant. C'est que Hassan II, si sanguinaire soit-il, est un bon serviteur qui défend les intérêts des exploités marocains et surtout ceux de l'impérialisme. A quoi bon faire beaucoup de bruits autour d'un massacre si c'est un moyen d'éviter une remise en cause des intérêts capitalistes?

Aujourd'hui, les émeutes sont écrasées dans le sang. Mais qui dit que demain, il en sera toujours ainsi?

Malgré les menaces et les répressions, les ouvriers et paysans marocains ont montré à plusieurs reprises qu'ils n'étaient pas prêts à baisser les bras. Ce fut le cas par exemple de longues grèves des mineurs en 1969.

En tous cas, le régime dictatorial de Hassan II est condamné. Et l'ampleur de la répression ne fait que mettre en évidence sa fragilité et son pourrissement.

SAHARA

la comédie de Hassan II à l'OUA

Au cours de la conférence annuelle des chefs d'Etats africains qui s'est tenue cette fois-ci à Nairobi, au Kenya, Hassan II a finalement accepté la proposition des organismes internationaux de faire un référendum au Sahara Occidental. Il a donc fait concession au moins verbalement sur le problème du Sahara. C'est la lutte des combattants saharais qui a obligé le dictateur du Maroc à effectuer ce recul.

Mais il n'est peut-être que tactique car sur le terrain les troupes marocaines occupent toujours le Sahara et en particulier El Aïoun, la capitale. Le référendum, s'il a lieu, se fera sous l'égide de l'OUA et de l'ONU avec la participation active du Maroc. Le Front Polisario qui n'est toujours pas reconnu par le roi Hassan II est exclu de l'organisation du référendum. A ce propos, Hassan II a annoncé le 2 juillet à Rabat que "la campagne sera libre". Or il a ajouté lui-même qu'il sera interdit à tout marocain de faire campagne pour la sécession ; seule la campagne pour le rattachement du Sahara sera autorisée.

Hassan II cherche probablement un répit momentané après six années de guerre contre les Saharais et leur organisation armée le Front Polisario. Il tient toujours au Sahara Occidental et en particulier aux importants gisements de phosphates et des mines de fer de Bou Craa. La concession verbale de Hassan II suffit peut-être à satisfaire les chefs d'Etat de l'OUA qui ont trouvé ainsi l'occasion de prouver que leur organisme sert à quelque chose. Mais ce n'est pas le cas des Saharais et du Front Polisario. Si au bout de six ans de guerre le Maroc n'arrive pas à éliminer la résistance, ce ne sont pas les promesses bidons qui y mettront fin.

La poursuite de la guerre donne certes du fil à retordre au roi hachémite ; mais ceux qui en souffrent ce sont les peuples marocain et saharai.

Seule la résistance armée des combattants saharais arrivera à imposer leur volonté d'indépendance au dictateur Hassan II.



FRANCE: LES MINISTRES

COMMUNISTES RAMEMENT POUR MITTERRAND

François Mitterrand, fort de sa double victoire électorale, a nommé quatre membres du Parti Communiste à des postes ministériels. C'est une chose que le PC revendiquait avant les élections en disant aux travailleurs qu'"il faut des ministres communistes au gouvernement pour que les choses changent vraiment en faveur des travailleurs" pour "tirer le gouvernement socialiste vers la gauche" etc...

Le voilà maintenant associé à ce gouvernement. Mais on constate dès aujourd'hui que c'est Mitterrand qui "tire" et que c'est le PC qui est à la remorque.

Bien sûr, sur le fond il n'y a pas une grande différence entre le PC et le PS ; mais cela fait quand même plusieurs années que le PC met en épingle certaines divergences entre son programme et celui de Mitterrand (concernant le nombre de nationalisations la revendication ouvrière, la politique extérieure, etc...). Mais voilà qu'en contrepartie des postes ministériels, il dit le contraire de ce qu'il disait, il y a encore quelques semaines. Ce qui montre que les "divergences profondes" dont parlait le PC n'étaient que de simples détails qu'il pouvait gommer d'un seul trait au nom de la "solidarité gouvernementale".

A vrai dire, dans la situation actuelle, le parti de Mitterrand n'a nullement besoin de l'appui du PC pour gouverner car le PS à lui tout seul constitue déjà la majorité absolue à l'Assemblée.

Il n'est certainement pas dans l'intérêt des travailleurs que la représentation parlementaire du PC soit diminuée de moitié lors de ces dernières élections. Mais les travailleurs n'ont pas non plus à se faire des illusions et croire qu'avec des ministres communistes au gouvernement leurs intérêts seraient mieux défendus. Car le PC au gouvernement ne constitue nullement une garantie pour les travailleurs si eux-mêmes ne luttent pas pour imposer leurs revendications.

Il y a 34 ans, au sortir de la 2^e guerre mondiale, le PC avait déjà participé avec les socialistes au gouvernement, pour remettre la machine économique et politique du capitalisme en marche. Celle-ci avait été disloquée à cause de 5 années de guerre ; et c'est avec l'appui de la gauche que la bourgeoisie l'a remise en route. Une fois le travail accompli, les communistes ont été chassés par le socialiste Ramadier.

Mitterrand pourra lui aussi se servir des communistes au gouvernement pour faire supporter les frais de la crise du capitalisme aux travailleurs. Il pourrait, au nom d'un gouvernement de la gauche bénéficiant du soutien de tous les partis de cette gauche et des syndicats, prendre des mesures d'austérité contre les travailleurs en espérant diminuer les risques de mécontentement et de grèves.

C'est à cela que se prépare Mitterrand, car la crise est là, il y a près de 2 millions de chômeurs en France, l'inflation y est toujours présente.

Mais il n'est pas dit que les travailleurs vont accepter de faire des sacrifices soi-disant que c'est la gauche qui le leur demandera. Les travailleurs peuvent imposer par leurs luttes leurs revendications et obtenir satisfaction. Mais ils n'obtiendront de satisfactions durables que s'ils ne comptent que sur leurs luttes.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.